

Les cathos et le vote Macron : pour combien de temps encore ?

Article rédigé par *Constance Prazel*, le 27 novembre 2020

L'offensive de l'Etat contre les catholiques a franchi cette semaine un nouveau cap. Mardi soir, dans un discours fleuve pathétique, faussement compassionnel et terriblement infantilisant, un de plus, Emmanuel Macron annonçait le retour des messes à partir du 28 novembre, sous réserve que soit respectée une jauge de trente participants par office. Pas un mot spécifique pour les croyants s'appêtant à entrer en Avent, la question de la messe de Noël n'a quant à elle même pas été effleurée.

Une phrase a suffi pour sceller le sort des catholiques, de la manière la plus piteuse qui soit.

L'énormité de la décision a choqué, très largement, tant et si bien que le président de la République a réussi le tour de force de faire sortir de leurs gonds des clercs et des prélats qui s'étaient jusque là fait un devoir de respecter scrupuleusement la constitution civile du clergé imposée par l'Etat macronien. Dès le soir de l'allocution, à l'approche des douze coups de minuit, des personnes bien informées, et même, les principaux intéressés, à savoir en particulier Mgr de Moulins-Beaufort, nous annonçaient, par rumeurs et bruits de couloir, que cette stupide jauge de trente personnes ne pouvait être qu'un « malentendu », et que des discussions étaient d'ores et déjà prévues pour revenir au bon sens, et proposer un protocole réalisable et réaliste d'ici jeudi, date prévue pour l'intervention du Premier ministre.

Nous ne pouvons qu'être sceptiques : **depuis quand le gouvernement est-il prêt à écouter les catholiques, à faire preuve de justice et de bon sens à leur égard, quand c'est tout juste s'il leur reconnaît une existence comme minorité déclinante ?** L'Eglise de France n'est-elle pas fondamentalement pour lui autre chose qu'un insignifiant grain de sable dans la chaussure de son progressisme médiocre ?

Les faits devaient nous donner raison : Jean Castex, dans son intervention opérationnelle venant compléter les orientations présidentielles, annonçait jeudi le maintien de la limite de trente personnes. Un camouflet inouï, après tant de semaines passées par la hiérarchie à essayer de caresser les autorités dans le sens du poil. **Non, il n'y a décidément rien à attendre de ce gouvernement.**

Il est heureux que la Conférence des évêques de France, prenant enfin « en marche » le train lancé par quelques communautés, instituts et courageux prélats isolés, ait choisi d'adopter un champ lexical plus ferme. Elle se met à ouvrir les yeux sur le mépris de ceux qui nous gouvernent, qui considèrent depuis bien longtemps que la France n'a rien de chrétien, ni dans son identité, ni dans son histoire, et que les cathos aujourd'hui n'ont aucune empreinte, ni sociale, ni politique. Il est bien tard... Cette prise de conscience n'a été rendue possible que parce que **la base de l'Eglise militante s'est mobilisée à travers des manifestations dans toute la France, et a instauré un rapport de force, qui est le seul langage qui ait quelque chance d'être entendu.**

Aujourd'hui, vendredi 27 novembre, devant cette nouvelle gifle, les évêques n'ont cette fois pas attendu, et ont déposé un nouveau référé-liberté devant le Conseil d'Etat. Liberté politique sera aussi sur les rangs, fidèle à la ligne que nous nous sommes fixés depuis le début. Un nouveau simulacre de « concertation » est prévu dimanche, en fin de journée. **Nous nous battons, nous espérons, mais il nous faut voir beaucoup plus loin.** L'échéance des présidentielles se rapproche à grands pas. Notre pays, abîmé par cinq ans d'une gestion désastreuse, aggravée par une pandémie traitée par l'absurde, va se chercher une nouvelle tête. Comment vont réagir les catholiques de France face à ce scrutin ? **Vont-ils, avec la mémoire de poisson rouge qui caractérisent malheureusement trop souvent les Français en général, et les cathos en particulier, oublier ces semaines d'humiliation,** ces longs dimanches sans messes publiques et sans eucharistie, ce mépris du pouvoir, cette hiérarchie qui accorde au culte moins qu'au commerce, aux églises moins qu'au supermarché ? Vont-ils glisser, une fois de plus, un bulletin « Macron » dans l'urne ? Pendant le mandat Macron, scrutin après scrutin, les « catholiques » ou ceux qui se définissent comme tels, ont majoritairement soutenu de leur vote le parti gouvernemental. Matérialisme, confort bourgeois, attachement à un pseudo-ordre républicain qui ne défend rien et ne protège certainement pas les plus faibles ? Quelles

que soient les raisons qui ont conduit à ce tropisme électoral renouvelé, nous formons le vœu qu'enfin, les électeurs qui ont le souci de mettre en cohérence leur foi avec leur vote ouvrent les yeux et désavouent Emmanuel Macron et ceux qui le soutiennent.

Constance Prazel